



conférence des ministres de la jeunesse et des sports des états et gouvernements
ayant le français en partage

**Rapport général de la réunion du bureau du GTCF
Du 3 au 5 novembre 2010
Saly-Portudal, Sénégal**

Rapport général de la réunion du bureau du GTCF
Du 3 au 5 novembre 2010
Saly-Portudal, Sénégal

Ouverture de la séance

La réunion du GTCF a été ouverte par Monsieur Youssouf Fall, Secrétaire général de la CONFEJES et présidée par Madame Valiollah Gilmus St-Louis, coordonnatrice internationale du GTCF.

Dans son allocution, Monsieur Fall s'est dit fort heureux de la reconduction du mandat de M. A. Diouf en tant que secrétaire Général de l'OIF. Il a ensuite informé son auditoire des difficultés que rencontre la CONFEJES pour mettre en œuvre la programmation quadriennale initialement prévue, à la suite d'une réduction des budgets au cours des deux dernières années. Il a poursuivi en invitant les membres du bureau du GTCF à réfléchir sur certains points, au cours de la réunion, notamment le rôle et le mandat des coordonnatrices régionales du GTCF dans un contexte de récession et les outils à développer en vue d'appuyer le travail des déléguées. Il a poursuivi en spécifiant qu'un guide méthodologique sera présenté et validé et que la thématique de la dynamisation du réseau serait examinée à nouveau.

Après avoir adopté le programme des travaux, la réunion s'est poursuivie avec un tour de table. Cela a permis à chacune des coordonnatrices de faire part des bonnes pratiques et leçons apprises issues de leur travail dans leur pays respectif et leur zone géographique, lorsque l'information était disponible.

De ce tour de table, il appert que :

- Les pays rencontrent une réalité institutionnelle en mutation ;
- Il y a peu de ressources disponibles pour mener à bien la promotion des femmes au sein du ministère et dans les programmes. De ce fait, les coordonnatrices se retrouvent dans l'obligation de chercher à l'extérieur du ministère ;
- Les déléguées doivent trouver les moyens pour présenter leur plaidoyer et tenter d'influencer les décideurs. Afin de favoriser le changement, leur implication assidue lors de la préparation de lettres sectorielles et/ou politiques nationales permettrait d'assurer une meilleure prise en compte de la thématique sur le genre;
- Les déléguées doivent réagir et trouver des moyens pour attirer l'intérêt des décideurs (régionaux, nationaux, continentaux).

Autrement dit, les déléguées ont l'obligation de porter le plaidoyer sur le développement du genre auprès des décideurs. Ce constat suscite toutefois des interrogations sur le fonctionnement et les missions du GTCF, le rôle des coordinatrices régionales et des déléguées nationales et celui du fonctionnement du bureau. Enfin, les exposés présentés font ressortir l'environnement de travail nécessaire pour que la déléguée du GTCF produise un travail de qualité. Il faut qu'elle :

- I. se rapproche du profil idéal (énergique, engagée, être audacieuse) ;
- II. possède des compétences à communiquer ;

- III. puisse s'appuyer sur un cadre juridique, avec un encrage fort sur des textes législatifs ou réglementaires, pour pouvoir assurer un travail de qualité. Autrement, dans le cas où ces documents sont absents, elle doit tenter d'influer en vue de leur production ;
- IV. travaille à faire reconnaître sa place dans l'organigramme du Ministère ;
- V. identifie les bailleurs potentiels et investisse des énergies à aller chercher des financements extérieurs;
- VI. mène et/ou coordonne des actions de terrain.

Il apparaît qu'une dimension de veille s'avère essentielle à l'avancement de la situation. Il faut donc qu'elle ait accès à des bases de données actualisées, et qu'elle initie des recherches d'informations sur les meilleures pratiques. Cela facilitera son travail d'argumentaire pour assurer le développement du genre dans l'ensemble des actions du ministère et ainsi produire des résultats porteurs.

La 5^e Conférence Femmes et Sport

Une présentation de la participation de la coordinatrice internationale Mme Valiollah Gilmus St-Louis lors de la 5^e conférence Femmes et Sports du GTI a été exposée.

Madame Gilmus St-Louis a souligné l'importance pour le GTCF de participer à cette conférence. Notre institution commune ainsi que ce groupe de réflexion sur la promotion de la participation des femmes aux activités de jeunesse et de sports gagnent à être connus. Toutefois, elle a déplorée, malgré l'intérêt du contenu de la réunion, le non respect de l'usage du français, l'une des langues officielle de la Conférence. Elle a informé les déléguées qu'une réunion de l'Association Africaine des Femmes dans le Sport (A.W.I.S.A.) s'est tenue en marge de la Conférence et qu'elle y a participé. De plus, elle a renseignée les membres du bureau que la prochaine réunion du Groupe de Travail International (G.T.I.) tiendrait la prochaine réunion annuelle en Afrique. Enfin, elle a souligné que les liens institutionnels entre le GTCF et le GTI devraient être précisés. Il a été convenu qu'il faudrait que la coordinatrice internationale du GTCF soit cooptée en fonction de sa responsabilité et non pas en son nom propre. Enfin, lors du débat, la CONFEJES a invité et encouragé les pays membres à déléguer des représentantes à la prochaine conférence du GTI de manière à ce que les pays francophones puissent mieux faire entendre leur voix.

Présentation et validation du GUIDE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LES SECTEURS DE JEUNESSE, DE SPORTS ET DE LOISIRS

Lors de la réunion élargie du GTCF qui s'était tenu à Beyrouth, en 2009, il était apparu que les déléguées du GTCF avaient besoin d'être appuyées dans le cadre de leur travail par des outils de gestion. La mise à disposition d'un guide méthodologique portant sur l'élaboration d'un plan d'action de développement de l'égalité entre les femmes et les hommes s'avérait être prioritaire. C'est pour répondre à ce besoin, que le guide a été préparé.

Monsieur Adama Guiro SENE, expert de la CONFEJES, a présenté le document qu'il a conçu, en précisant qu'il s'agit, à ce point-ci, d'une ébauche avancée d'un outil de travail. Le guide sera complété à la suite de l'apport des déléguées qui auront validé le document en ateliers de travail. Il a de plus insisté sur les particularités du plan d'action qui doit être perçu comme un outil de performance et non comme une fin en soi. La méthode proposée dans le guide est basique mais non chronologique. Le plan d'action un outil polyvalent qui se

construit en fonction de la finalité visée, à savoir élaboré en vue de répondre aux causes du problème (le volet stratégique) que l'on veut corriger ou au niveau des conséquences observées (le volet opérationnel).

Cette validation du guide s'est réalisée selon le processus qui suit :

1. Présentation du contenu et de la démarche de production d'un plan d'action ;
2. Débat sur le document remis aux déléguées ;
3. Exercices de production (simulation) ;
4. Opérationnalisation et validation de la démarche ;
5. Apport théorique sur le travail effectué.

A l'issue du travail en ateliers le résultat des travaux de groupes ont été mis en commun et ont donné l'occasion de poursuivre les échanges d'idées avant de se terminer par un retour théorique sur l'ensemble du travail. Maintenant que l'expert dispose de l'information relative aux composantes qui demandent à être précisées et/ou revues, il pourra finaliser le document qui sera ensuite transmis à toutes les déléguées.

Les résultats de l'étude sur les cadres féminins dans les Ministères de Jeunesse, de Sports et de Loisirs

La conseillère technique a présenté les résultats et les recommandations de l'étude sur la situation des cadres. Les principaux constats de l'étude sont les suivants :

- 1- il existe un déséquilibre important entre le personnel cadre féminin et masculin ; et
- 2- on observe une absence de traduction de la stratégie et/ou de la politique de promotion de l'égalité entre les genres au sein des ministères.

Il ressort que les changements à cette situation devront être la résultante d'un ensemble de facteurs qui jouent au niveau des familles, de l'école et dans le monde du travail. Deux niveaux de recommandations ont été exprimés.

Sur le plan général, il a été recommandé aux Ministres de travailler à :

- Favoriser la scolarisation des filles jusqu'aux études supérieures;
- Encourager l'autonomisation des filles et leurs capacités de décision et de gestion;
- Favoriser le développement de l'éducation physique à l'école et la pratique sportive;
- Inciter le recrutement de femmes sous diverses formes;
- Favoriser la prise en compte de la dimension genre par une veille par le Ministère responsable de la promotion féminine;
- Mettre en place de mesures tendant à responsabiliser le personnel cadre féminin dans les MJSL.

Et de façon spécifique :

- Redynamiser les instituts de formation de jeunesse et de sports en accordant un appui particulier au recrutement d'étudiantes et d'enseignantes;
- Favoriser l'octroi de bourses d'études aux cadres féminins.

Dans le cadre des échanges qui ont suivis, il a été proposé que les résultats de l'étude soient médiatisés dans les pays et qu'ils soient transmis au Comité de travail sur Beijing 2010, de l'ONU. Madame DIOP se rapprochera de la conseillère technique pour développer ce dernier point.

Finalisation du cadre de référence du GTCF

À la suite des discussions et des réflexions exprimées tout au long de la réunion il apparaît important de revoir le mandat du GTCF et les responsabilités des déléguées. C'est pourquoi il a été convenu de reprendre entièrement la réflexion sur ce thème.

Pour ce faire, il a été convenu de créer un groupe de travail restreint dont le mandat sera de revoir le Cadre de référence du GTCF. Dans un premier temps, les membres du bureau devront, avant le 25 février, transmettre leurs propositions de modification au Secrétariat général de la CONFEJES. Une rencontre du comité restreint se tiendrait en marge de la prochaine réunion du bureau afin de retravailler le document. Le comité sera composé de Mesdames Valiollah Gilmus St-Louis, Noura Ouerfelli, Safietou Diop et Lorraine Geoffrion. Il a été demandé que la prochaine réunion du GTCF se tienne avant la fin du mois de juin.

Observations sur les actions CONFEJES de promotion des femmes dans le sport

Madame Marie-Pierre NDiaye, Directrice-adjointe au Programme Sport a présenté un état de la situation sur le Programme Sports et sur les 10 actions de l'édition 2010. Elle a particulièrement insistée sur la seule action dédiée au renforcement des femmes dirigeantes sportives qui se détaillait par deux stages qui se sont déroulés au Caire et à Madagascar et dans le cadre desquels ont été réunies 45 participantes. Elle ne s'est pas penchée sur la participation des femmes au cours de cette édition programmatique du fait que l'année n'est pas complétée. Les données seront plutôt présentées dans le bilan 2010.

Examen de l'outil de suivi des actions du GTCF

Un outil de suivi des actions des déléguées du GTCF a été présenté aux membres du bureau par la conseillère technique. L'outil a été très bien accueilli par les déléguées qui disposeront dorénavant d'un canevas harmonisé de cueillette d'information. Des ajustements ont été proposés au document. Une fois repris, le document intitulé *Rapport annuel de la déléguée nationale du GTCF* sera envoyé aux déléguées. Les informations seront ensuite transmises sur une base annuelle au Secrétariat de la CONFEJES, au plus tard le 15 septembre de chaque année.

Clôture de la réunion

La réunion a été clôturée par la Coordinatrice internationale qui a repris dans son exposé les principaux éléments discutés au cours de la rencontre.

RECOMMANDATIONS

Les membres du Bureau du Groupe de Travail CONFEJES chargés de la promotion de la participation des Femmes et des jeunes filles aux activités de jeunesse et de sport (GTCTF) réunies en bureau, à Saly Portudal, au Sénégal, du 3 au 5 novembre 2010

Considérant les textes fondamentaux qui, entre autres, mandate le Secrétaire Général de traduire les décisions de la conférence en programmes d'actions ;

Considérant la programmation quadriennale 2009 – 2012 de la CONFEJES qui inscrit l'égalité entre les femmes et les hommes comme axe transversal de l'ensemble de ses actions ;

Recommandent ce qui suit :

Invitent le Secrétaire général à,

- Effectuer la révision de la liste des coordonnées des déléguées du GTCTF et que la liste soit ensuite diffusée à l'ensemble des déléguées nationales.

Invitent les Ministres à,

- Accorder une priorité au développement de la promotion des femmes et des jeunes filles aux activités de jeunesse et de sport. Pour ce faire, il est recommandé :
 - D'appuyer la création de plan d'action sur la promotion du genre ;
 - D'intégrer la déléguée nationale dans les divers comités de travail sur les politiques nationales, plan d'action, etc. et de comités de sélections et de promotion du Ministère ; et,
 - De favoriser la communication entre le correspondant national, le coordonnateur national du FIJ et la déléguée nationale du GTCTF.

Le Bureau du GTCTF
Vendredi 5 novembre 2010